

Le prolétaire

bimensuel parti communiste international (programme communiste)

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

Correspondance :
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris
Versements :
Chèque bancaire ou
C.C.P. 2.202-22 Marseille

Abonnements :
1 an : 40 F ; 6 mois : 20 F
pli fermé : 60 F et 30 F
- programme communiste -
1 an, pli ouvert : 40 F
1 an, pli fermé : 60 F

14^e ANNEE - N° 237
LE NUMERO : 2 FF
20 FB - 1 FS
du 12 au 25 février 1977

L'Espagne, banc d'essai des méthodes de domination bourgeoise

Irremplaçable démocratie

La crise politique que vient de traverser l'Espagne, la vague d'enlèvements de dignitaires du franquisme et d'assassinats d'avocats de gauche et de policiers qui en est à l'origine, ont arraché le voile qui recouvre

le « processus de démocratisation » de l'Etat pour révéler brutalement le mécanisme des rapports entre les classes et entre les partis sur lequel ce processus se fonde.

Toute la société officielle s'est dressée comme un seul homme, en brandissant le communiqué commun du gouvernement et de l'opposition rendu public le 24 janvier à minuit : « Les deux parties ont exprimé leur identité de vues pour condamner l'extrémisme politique qui, par la violence, essaie d'empêcher le processus en cours vers la normalisation démocratique en Espagne. Le président du gouvernement et les membres de la commission de l'opposition se sont mis d'accord sur l'opportunité de lancer un appel à la sérénité et à la responsabilité civiles ».

Le ralliement s'est fait sur le thème du slogan publié dans *Mundo Diario* du 26 janvier : « Contre la violence, la démocratie ; contre la violence, la sérénité » !

Mais peut-on opposer violence et démocratie ? La démocratie n'est-elle pas une forme de l'Etat, et l'Etat n'est-il pas lui-même la forme concentrée de la violence ?

En fait la classe dominante espagnole se trouve actuellement confrontée à la nécessité d'adapter la forme de sa domination au danger de reprise de la lutte prolétarienne, même si celle-ci reste encore confinée au simple plan de la défense quotidienne. La forme franquiste a bien réalisé l'unité de la bourgeoisie et l'unité de toute la société espagnole sur le corps démantelé et exsangue de cette partie de la société bourgeoise qui produit toute la richesse : le prolétariat. Mais cette forme de domination,

qui ne connaît que la répression ouverte et brutale, est bien trop rigide et elle a l'inconvénient de désigner immédiatement l'ennemi : la machine de l'Etat bourgeois, sans pouvoir doter ce dernier de tous les amortisseurs du système représentatif de la démocratie et de la participation des organisations ouvrières à la gestion de l'Etat. Le problème politique de la classe dominante est donc de mettre à la place de l'unité forcée, l'unité volontaire des classes grâce au fameux « pacte social ».

Le but de la méthode démocratique est en effet de faire accepter au prolétariat l'Etat bourgeois comme arbitre des intérêts opposés des différentes classes et comme protecteur des ouvriers menacés par une éventuelle violence anti-prolétarienne.

Dans les années 20, quand, en Italie, la social-démocratie réclamait à l'Etat démocratique de porter ses coups contre les bandes fascistes, les communistes n'avaient pas de mal à dénoncer la mystification, qui visait à cacher le fait que le fascisme n'est qu'une forme de la violence bourgeoise dont l'Etat est l'instrument central, et à désarmer politiquement et physiquement le prolétariat.

Cette voie est celle qui a conduit la social-démocratie au noskisme en Allemagne dès 1919. Elle a été également suivie par le stalinisme, qui a assuré en mai 1937 à l'appareil de la République espagnole, par la répression du mouvement prolétarien sous prétexte de lutte

DANS CE NUMERO :

- La plateforme municipale LCR-LO-OCT : place à l'équivoque et à la confusion !
- Révolution et contre-révolution en Russie (3)
- Encore à propos de l'interdiction de l'OCA : quelle solidarité ?
- En Italie, l'éloge de la misère
- Leçons de la grève Renault.

contre le fascisme, le monopole de l'utilisation de la violence. Mais les héritiers du stalinisme font mieux aujourd'hui : ils demandent à l'Etat — dont le personnel est le même que celui du franquisme — de prendre les mesures de maintien de l'ordre public « pour la défense de la démocratie » !

C'est ainsi que le PCE a lancé avec toute l'opposition démocratique jusqu'à l'UDE un « appel à la responsabilité » où ces partis « réclament au gouvernement qu'il assume ses responsabilités, qu'il assure l'ordre public, en désarmant les groupes terroristes qui aujourd'hui circulent impunément » (*Mundo Diario* du 29 janvier).

(suite page 4)

Pas de trêve électorale !

La « grande vague de grèves » dans le secteur public et nationalisé se termine. Savamment placée par le front unique des bureaucraties syndicales à l'extrémité du calendrier des jours d'agitation possible, avant l'indispensable trêve électorale — indispensable pour la bourgeoisie, il va sans dire —, elle s'est accompagnée du chantage aux désordres provoqués par d'éventuelles prolongations qui a porté sur de larges couches ouvrières qui ne voient d'autre issue que d'attendre sagement les élections, puisque toute autre voie leur semble encore trop difficile.

Les élections, pour quoi ? Pour voir si une victoire de la gauche va permettre de satisfaire les revendications pressantes ? Mais comment serait-ce possible avec des élections — surtout municipales ? Non, simplement pour voir si la gauche a suffisamment de voix pour donner l'espoir de remporter une victoire en... 1978 ! Et cet état d'esprit, entretenu par la gauche pour éviter la lutte de classe, n'est pas sérieusement combattu par la soi-disant extrême gauche qui s'imaginerait faire preuve de radicalisme en fixant elle aussi les yeux des prolétaires sur les municipales : tout au plus ne fait-elle que donner à la méthode réformiste et parlementaire une petite odeur de poudre révolutionnaire.

Chose étrange : les victoires dans la lutte immédiate qu'exhibent les bonzes syndicaux viennent du secteur privé, où selon les dires de *l'Humanité* — dires acceptés par *Les Echos* —, les travailleurs auraient imposé depuis le début de l'année dans quelque 70 entreprises des augmentations de salaire enfreignant les consignes du plan Barre. C'est bien, mais ce sont des petites entreprises, et puis c'est peu : cela veut dire que dans 999 entreprises sur 1.000 le salaire réel est en train de baisser !

Surtout, il vaudrait mieux, à l'heure où

(suite page 2)

La plateforme municipale LCR-LO-OCT

Place à l'équivoque et à la confusion !

Une partie de l'extrême gauche française a beau formuler des jugements sévères sur le regroupement électoral de ses homologues italiens, qui avaient formé l'an dernier *Democrazia Proletaria*. Soumis à la même force d'attraction, trois de ses composantes (la LCR, *Lutte Ouvrière* et l'OCT issue du regroupement de *Révolution* ! et de la *GOP*) se sont entendues pour présenter des listes communes aux élections municipales, sur une plateforme publiée dans la semaine du 20 au 27 janvier. Cela n'empêche pas LO de continuer à ridiculiser, selon sa coutume, l'électoralisme... chez les autres ! Mais passons sur les nuances entre chaque groupe pour voir comment à travers cette stratégie électorale se révèlent (et s'aggravent) les équivoques fondamentales qui rattachent ces mouvements au courant centriste et leur permettent de faire le pont avec l'opportunisme.

Il devient clair qu'il s'agit de moins en moins pour ces courants d'utiliser ces élections comme une tribune, comme ils le prétendent, mais bien de se mettre en mesure de conquérir quelques places dans les institutions bourgeoises, ou de les assurer aux représentants du PC-PS. Le préambule de la plateforme a beau rappeler qu'on ne peut espérer faire de la commune, rouage subor-

donné à l'ensemble de l'appareil d'Etat, sans autonomie financière ni politique, un îlot de socialisme. Il a beau affirmer que le « combat pour la démocratie communale [formule d'ailleurs entachée de localisme et d'un démocratisme de principe] passe par le combat contre l'appareil d'Etat bourgeois, et ne pourra déboucher qu'avec le remplacement de l'Etat bourgeois par l'Etat des travailleurs ». En fait, tout le programme détaillé qui suit entretient l'idée qu'une « municipalité qui représenterait réellement les intérêts des travailleurs » pourrait, d'une part, se soumettre dès à présent à leur contrôle, d'autre part apporter à leurs luttes un soutien efficace et parfois décisif.

Mais de deux choses l'une. Ou bien, par cette formule même (représenter réellement les intérêts des travailleurs), empruntée au PC, on laisse entendre qu'une « municipalité de gauche » pourrait remplir ne serait-ce qu'une partie de ce programme. Par exemple « favoriser le développement de l'auto-défense ouvrière », « pour les tâches de maintien de l'ordre, ne faire aucune confiance à la police, même locale », et « s'appuyer sur les organisations collectives des travailleurs » ? Quelle farce ! Le PCF ne réclame-t-il pas dans les communes où il ré-

gne depuis longtemps le renforcement d'une police régulière « au service du citoyen » ! Et, pour « favoriser la solidarité de classe des travailleurs français et immigrés contre le racisme », comme le demande la plateforme, prétend-on pouvoir compter sur les municipalités PS qui défendent la thèse raciste du quota maximum d'immigrés, sur les municipalités PC qui se plaignent que l'Etat n'impose pas leur contingentement dans les banlieues parisiennes ?

Les « candidats révolutionnaires » objecteront peut-être qu'en appelant à « voter utile » au second tour, ils mettent leur programme entre parenthèses et ne poursuivent pas d'autres buts que de « permettre aux travailleurs d'apprendre par l'expérience des partis traditionnels au gouvernement » et de perdre ainsi leurs illusions. Mais cette justification devient franchement dérisoire après presque un siècle de gestion municipale au cours duquel les masses ont pu voir les partis de gauche à l'œuvre, et contempler à loisir leurs « vitrines du socialisme » (comme le PS appelle ses municipalités). En fait, cette tactique du second tour n'exprime que la soumission à l'opportunisme, et à sa stratégie électorale d'ensemble.

(suite page 2)

Réunions publiques

● A ANGERS, le vendredi 4 mars à 20 h 30, salle des cours municipaux.

● A LILLE, le samedi 5 mars à 15 heures, 27, rue Adolphe.

Riposte de classe à l'offensive capitaliste

● A PARIS, le vendredi 11 mars à 20 h 30, Salles Lancry, 10, rue de Lancry, Paris-10^e (métro République).

Les communistes et la question féminine

Rideaux de fumée

Le Conseil constitutionnel vient de déclarer non conforme à la Constitution et incompatible avec la « liberté individuelle du citoyen » le projet Poniowski — approuvé par la Chambre malgré l'avis du Sénat — sur la fouille des voitures sous n'importe quel prétexte. Les malins — et il y a parmi eux les démocrates qui ont la prétention de se qualifier d'« extrême gauche » — qui crient victoire et voient une garantie dans ce contretemps juridique, feraient bien d'expliquer : premièrement comment Roger Frey, hier ministre de l'Intérieur, tant décrié pour ses attaques aux « libertés du citoyen », a pu aujourd'hui se transformer en leur défenseur ; deuxièmement comment la justice pourra refuser à la police les mandats que celle-ci demandera pour effectuer les fouilles qui sont aujourd'hui devenues quotidiennes. D'ailleurs Poniowski s'attelle déjà à un nouveau projet qui « tiendra compte des remarques du Conseil constitutionnel » !

En réalité, le Conseil constitutionnel comme toutes les institutions démocratiques de l'Etat, peut d'autant plus donner l'illusion de se poser en arbitre au-dessus des classes que, dans les cas mineurs, il soulève des arguties juridiques contre la marche inexorable de la concentration et du despotisme de la machine d'Etat. Cela lui permet dans les cas sérieux de l'appuyer en jetant son prestige dans la balance...

ERRATUM

Dans la note Répression au Maroc parue dans le numéro 236 (p. 3) il fallait lire : « Plusieurs d'entre eux appartiennent à l'organisation Ilal Amman qui a contesté la « marocanité » du Sahara et résolument dénoncé le crime annexionniste commis par Hassan ainsi que son caractère contre-révolutionnaire au Sahara comme au Maroc même, et au 23 mars « intérieur », qui a fini par admettre cette position sans équivoque ».

Place à l'équivoque et à la confusion !

(suite de la page 1)

Si en revanche on réserve aux révolutionnaires la capacité de « représenter réellement les travailleurs » et de remplir le programme de la plate-forme, on propage d'autres illusions : celle de confondre la « démocratie municipale », à cause de son caractère local, avec une organisation du type des soviets, ou du moins de prétendre marier les deux et les renforcer l'une par l'autre. Lorsque l'Internationale à son second congrès préconisait, au niveau des communes, « de remplacer dans certaines circonstances, les municipalités par des soviets de députés ouvriers », elle se plaçait dans une perspective dynamique et insurrectionnelle. Hors de cette perspective de destruction du système capitaliste, et si on escamote la question de la prise du pouvoir, on en revient toujours à revaloriser les organes de la démocratie bourgeoise, à cacher qu'ils sont impropres, dans leur structure même, à assumer et même à « aider » ces fonctions propres à la période qui précède et suit immédiatement la prise du pouvoir.

Plus généralement, ce programme et cette tactique municipales révèlent les failles caractéristiques du centrisme : conception fautive de la nature et du rôle actuels de l'opportunisme, conception fautive de la nature de l'Etat bourgeois et des voies nécessaires de son renversement.

Les signataires de l'accord ne veulent pas « faire obstacle à une victoire de la Gauche » en maintenant leurs candidats au second tour. Selon eux cette victoire représenterait une défaite de la bourgeoisie : c'est-à-dire qu'ils ne voient pas, quoi qu'ils puissent déclarer dans leurs préambules, qu'elle serait la sanction de l'abandon par le réformisme de tout programme autre que la sauvegarde de l'économie nationale en péril,

et donc en réalité, une victoire de la bourgeoisie dans son ensemble contre tout risque d'une lutte autonome du prolétariat. D'autre part, ils ferment les yeux et, pire, essaient d'aveugler les travailleurs sur le rôle contre-révolutionnaire actif que les partis ouvriers bourgeois peuvent jouer contre l'agitation des masses, que ce soit au niveau local, national ou international (une des tendances de la LCR, la tendance A, ne va-t-elle pas jusqu'à déclarer qu'un gouvernement de gauche pourrait « poser les bases de la dictature du prolétariat » ?).

Quant à la façon dont ils esquissent la possibilité d'un « débordement » du gouvernement PC-PS, elle entretient les pires équivoques sur la nature de l'Etat bourgeois puisqu'il s'agit, entre autres par le canal des municipalités, « d'encourager le développement d'organes de lutte et de contrôle regroupant électeurs et non-électeurs », de susciter des Comités Unitaires de base, dont on laisse entendre qu'ils seraient aptes à contrôler et même remplacer un pouvoir central disqualifié. C'est-à-dire qu'en parlant ainsi de « contrôle » avant, de « démocratie municipale » après, on laisse totalement dans le vague (ce qui revient à la nier) l'étape de la destruction violente, despotique, de l'Etat bourgeois centralisé, par la dictature centralisée de la classe ouvrière dirigée par son parti, pour y substituer une mixture de conseilisme, d'anarchisme et de démocratie bourgeois vulgaire, où il s'agirait avant tout de donner la parole à la base, de miner ce que les trotskystes appellent l'Etat fort en poussant dans le sens de la décentralisation. Ce qui ne donne aucun « pouvoir » aux classes dominées, mais leur retire des armes indispensables contre la classe dominante et son Etat.

Mais cette tactique électorale n'implique

pas seulement des erreurs théoriques (c'est-à-dire des erreurs pratiques pour demain). Ce qui se passe en réalité aujourd'hui est tout le contraire d'un développement des luttes locales par le biais municipal ! On voit les dirigeants opportunistes brandir le drapeau blanc électoral ; appeler à la « sérénité », au « refus de la provocation », c'est-à-dire à la satisfaction de la bourgeoisie qui sait qu'elle aura devant elle pendant deux ans une classe ouvrière paralysée ; profiter de ce prétexte pour assumer encore plus activement leur rôle de pompiers sociaux. Et, sous peine de compromettre la « défaite électorale de la bourgeoisie », leurs alliés hésitants de l'extrême gauche sont bien obligés de les suivre sur ce terrain, d'une part. D'autre part et de leur propre chef, on voit des signataires de l'accord comme l'OCT, plus implantée dans les Comités de quartier, s'empresser de brader ces petits foyers d'agitation (comités de femmes, comités français-immigrés, etc.) pour essayer de les transformer en listes municipales : ils poussent ainsi d'eux-mêmes à l'abandon du terrain où pourrait se préparer dans la lutte la constitution d'une force de classe autonome.

Notre courant dénonçait en 1920 l'électorisme au niveau local et municipal, en montrant qu'aux inconvénients généraux du parlementarisme s'ajoutaient dans ce cas les tendances localistes et centrifuges, ce qui en faisait une tactique dangereuse pour le parti communiste. Qu'en dire aujourd'hui, après plus de cinquante ans supplémentaires de démocratie régnante toujours plus policière en même temps que mensongère ? Et que dire de ses effets nocifs pour le prolétariat, surtout quand il s'agit de partis aux bases programmatiques propres à tous les glissements dans le suivisme à l'égard de la social-démocratie ? La plate-forme LCR-LO-OCT en est une nouvelle illustration.

Pas de trêve électorale !

(suite de la page 1)

c'est le secteur public et nationalisé qui bouge, que l'on parle des résultats de ces « actions ». Mais il est vrai que réclamer une telle chose à l'opportunisme reviendrait à oublier que ce qu'il appelle « action » consiste à compter le nombre de gens qui cessent le travail afin seulement de tester le mécontentement, mais jamais de faire de la grève une arme de lutte. « Les succès sont incontestables », titre de ce point de vue l'Humanité du 3-2, « les récentes grèves condamnent catégoriquement le plan Barre ». Mais cela n'est que demi-mal pour la bourgeoisie, l'important étant pour elle que le plan Barre passe dans les faits...

Il est intéressant de considérer les objectifs donnés à ces grèves massives mais platoniques : ce ne sont évidemment pas les exigences matérielles des travailleurs ni celles de leur lutte qui ont été mises en avant, mais l'idée de la négociation en elle-même. Autant dire qu'un tel drapeau n'a rien qui puisse enlever l'enthousiasme ni permettre à chaque catégorie de reconnaître l'intérêt de toutes par-dessus les limites dressées par les capitalistes. On arrive même à un crétinisme que l'on pourrait qualifier de contractuel quand Séguy accuse le gouvernement de « priver les représentants des travailleurs d'une liberté essentielle : celle de négocier librement des problèmes sociaux, notamment

salariaux ! » (id). Naturellement ! A quoi donc serviraient les bonzes syndicaux s'il n'y avait pas de négociations où l'on puisse consentir à la classe quelques miettes, non tant pour soulager la misère du grand nombre que pour éteindre les foyers d'incendie en tentant de diviser toujours plus les travailleurs entre eux ? Et on sait que cela serait impossible sans un corps de « lieutenants ouvriers » de la bourgeoisie qui connaissent le terrain et les troupes et qui, parce qu'ils émanent d'elles peuvent espérer faire passer les vessies des réformes pour les lanternes de l'émancipation ouvrière. En violant ainsi ce « droit démocratique » nouveau, — le droit des bonzes à la négociation —, conclut Séguy, le « gouvernement et le patronat prennent la lourde responsabilité de l'aggravation d'un conflit qui tend à se généraliser » (id).

N'ayez crainte, Séguy, Maire, et consorts ! Vous êtes encore utiles. Même — et surtout pourrait-on dire — quand, comme aujourd'hui, les miettes à distribuer sont inexistantes. Votre nouvelle fonction est pour l'heure de prétendre lutter en parole, mais de saboter cette lutte de résistance dans les faits. L'avantage est double : cela permet à la bourgeoisie de parvenir malgré tout à ses fins économiques, tout en laissant espérer que les réactions ouvrières pourront être canalisées et contenues par vous, dans l'espoir d'une nouvelle politique. Et en effet qu'y aurait-il d'autre à faire que de prodiguer des mensonges si les sacrifices devaient être encore plus sérieux qu'aujourd'hui, et ce de préférence au gouvernement, le temps de laisser passer la vague ou d'exercer la pression économique nécessaire ?

Surtout qui d'autre que vous pourrait expliquer aux ouvriers que leur défense est liée à celle du potentiel productif national, en leur cachant que cela implique l'alliance avec leur bourgeoisie et la division des rangs internationaux des prolétaires ? Qui d'autre que vous pourrait essayer de leur faire croire que leur défense et leur émancipation ne viennent pas de leur lutte directe et ouverte et de l'union de leur rangs, mais de la défense des nationalisations démocratiques, en leur cachant qu'elles ne sont qu'une enième forme de la restructuration du capital ? Qui d'autre que vous pourrait tenter de les persuader qu'un gouvernement de gauche ouvrirait la voie de leur émancipation, en leur cachant qu'avec lui toute la machine constituée pour leur oppression — armée, police, justice, bureaucratie, — resterait en place, au service des mêmes intérêts ?

Pour la défense des conditions de vie, de travail et de lutte de la classe ouvrière, et pour préparer le terrain et les armes de son émancipation, lutte à outrance contre la bourgeoisie et ses laquais ! Et dès aujourd'hui, pas de trêve électorale ! Une seule voie, la lutte de classe !

Encore à propos de l'interdiction de l'OCA

Quelle solidarité ?

Notre position face à l'interdiction de l'OCA (cf. *Le Proletaire*, n°s 235 et 236) comme face à toute répression ou menace de répression de l'Etat impérialiste envers des mouvements qui se dressent, d'une manière ou d'une autre, contre sa domination, s'inspire des critères suivants.

La solidarité que doit donner le Parti et à laquelle il appelle tous les prolétaires est impérative : elle est une solidarité avec des militants frappés et n'est pas conditionnée par l'appréciation portée sur les positions politiques de leur organisation. L'indifférence ou la tiédeur vis-à-vis d'une répression qui ne vise pas, d'ailleurs, des positions politiques précises, mais cherche avant tout à intimider tout le prolétariat et à décourager toute tentative pour se dresser contre l'oppression impérialiste, reviendrait en effet à se solidariser avec la bourgeoisie elle-même et à renforcer son Etat en vue de nouveaux coups. L'appel à la solidarité active de tous les prolétaires ne peut que favoriser au contraire leur unité dans la défensive d'abord, indispensable pour préparer leur unité future dans l'attaque. C'est dans cet esprit que le Parti a largement diffusé un tract reproduisant le premier court article publié dans notre journal sur la question.

En revanche les formes et le contenu de la solidarité du Parti et de l'agitation qui s'y rattache sont, eux, étroitement conditionnés non seulement par les possibilités matérielles de l'organisation, mais par les principes et le programme qu'elle défend. Par exemple, dans le cas présent, nous avons appelé à la lutte pour l'abolition de toutes les mesures discriminatoires envers la partie immigrée de la classe ouvrière, et pour l'égalité totale des droits, notamment politiques. Mais il n'est pas question pour nous de nous associer aux illusions répandues par un certain nombre de groupes d'extrême-gauche sur la possibilité d'arracher et de « garantir » ces droits autrement que par la force du prolétariat et de s'appuyer pour cela sur de soi-disant partis « ouvriers » en réalité complices actifs de l'oppression impérialiste.

Il ne saurait donc être question, au moment même où nous apportons notre solidarité, de masquer ou d'atténuer les positions politiques et les méthodes qui caractérisent notre Parti et lui seul, et d'estomper ses limites politiques et organisationnelles vis-à-vis de tous les autres partis. L'indépendance rigoureuse du Parti est la condition sine qua non non seulement d'une préparation conséquente de la révolution, mais même d'une défense qui pour être efficace exige de n'être entravée par aucune attache

directe ou indirecte avec l'ordre capitaliste existant, par aucune confusion sur les méthodes et sur les forces capables de les mettre en œuvre.

Il est à peine besoin d'ajouter que ces critères sont aux antipodes de ceux qui guident la totalité des groupes d'« extrême-gauche », qui oscillent entre le sectarisme d'une part, le démocratismes et le frontisme politique et organisationnel de l'autre, en mariant à des degrés divers ces différents ingrédients. La position de l'OCT est particulièrement significative à cet égard. En mettant des préalables politiques au soutien, en tentant à assurer le monopole de celui-ci au cartel constitué autour de ces préalables, et à empêcher que s'exprime un soutien indépendant (tentatives d'empêcher nos camarades de diffuser nos tracts) et en concevant vice-versa la solidarité prolétarienne comme étant au service des positions politiques particulières portées par une organisation (diffusion « symbolique » d'un numéro spécial de *Révolution Africaine* confiée aux adhérents des comités « de masse »), en dosant soigneusement la « publicité » faite au soutien des différentes forces, l'OCT non seulement montre une fois de plus son sectarisme viscéral, mais elle affaiblit et limite même le soutien auquel elle prétend appeler.

La vertu farouche du PSU

Ainsi, malgré les appels et les encouragements de la LCR, le PSU dans son ensemble ne veut pas se mêler de l'accord LCR-LO-OCT pour les municipales. Il s'agit, a déclaré Victor Leduc dans une interview, d'un regroupement électoral équivoque et non d'un accord solide. Et s'il vise à promouvoir les thèses autogestionnaires, que vient faire (demande Leduc) la signature de LO ?

On pourrait souhaiter que le PSU consacre cette noble intransigence à des causes plus révolutionnaires que celle de l'autogestion. Mais quand on voit ces vestales de la pureté programmatique se précipiter vers des accords électoraux avec l'Union de la gauche, basés textuellement sur l'adhésion au programme commun que le PSU prétend critiquer, on ne peut plus qu'en rire : décidément, si elle est nuisible à la préparation révolutionnaire, la démagogie autogestionnaire aura rendu bien des services à l'hypocrisie centriste !

Baguettes magiques

Le patronat — on le sait — s'inquiète du sort des chômeurs, d'autant plus que leur nombre officiel, d'après les statistiques, doit augmenter en France, malgré la reprise, d'au moins 200.000 en 1977. C'est la raison pour laquelle la dernière réunion du CNPF à Paris le 18 janvier a trouvé une solution : comme l'a déclaré sans se troubler Ambroise Roux au micro d'Europe 1 le même jour, il faut permettre aux entreprises qui en ont besoin de se débarrasser de leur personnel excédentaire ! Il fallait y penser : en bonne économie politique bourgeoise, l'investissement permet d'assurer l'emploi ; or, pour investir, il faut que les patrons ne dépendent pas inutilement leurs capitaux en salaires, et donc il faut d'abord licencier ! La baguette magique de la science patronale permet de changer les licenciements en embauche ! A société pourrie, théorie prostituée...

Révolution et contre-révolution en Russie (3)

(Dans l'article précédent, nous disions que les bolcheviks avaient accepté le combat pour essayer de contenir et de contrôler le développement du capitalisme en Russie).

*

S'ils ont perdu ce combat, c'est parce que « l'allié principal » du prolétariat russe a failli à sa tâche. La force pour tenir tête à la poussée du capitalisme russe, le pouvoir des soviets ne devait pas la tirer seulement du prolétariat de Russie, saigné et affaibli par la guerre civile, mais surtout du prolétariat international. Le sort des soviets se jouait moins à Petrograd et dans la campagne russe qu'à Berlin! « Sans l'aide du prolétariat européen, nous sommes perdus », n'ont cessé de répéter les bolcheviks.

Or, non seulement ce prolétariat n'a pas remporté de victoire révolutionnaire, mais son élan s'est brisé, et sa lutte a reflué. Bien pis, le mouvement communiste international n'a même pas eu la force d'apporter un soutien politique aux bolcheviks, qui sont restés seuls face à la pression du capital international et des forces sociales qui en Russie exprimaient la dynamique du capitalisme.

Ces forces ont trouvé une expression politique dans le PC russe lui-même. C'est compréhensible, puisque la révolution avait éliminé et détruit tous les autres partis. Aucun parti, fût-il le meilleur et le plus solide, n'est immunisé contre une telle pénétration et une telle déformation, et il faut bien voir que le parti bolchevique de 1926 n'était plus celui qui avait fait Octobre. Après la victoire de la révolution et de la guerre civile, une quantité de gens qui n'avaient de communiste que le nom s'étaient infiltrés dans le parti. Des arrivistes et des profiteurs, attirés par les avantages du pouvoir, évidemment, mais aussi quantité de gens qui pour être sincères et honnêtes n'en étaient pas moins dépourvus de la formation et de la trempe des vieux militants, dont beaucoup étaient tombés pour la révolution. Peu avant sa mort, Lénine, appuyé par la vieille garde, préconisait une épuration sévère du parti. Il était envisagé d'éliminer quelque 100 000 membres, « certains parlent de 200 000, et ceux-là me plaisent encore mieux », disait Lénine. Cette épuration n'a pas eu lieu. Au contraire, après la mort de Lénine, le secrétariat ouvrira encore davantage les portes du parti et, digne pendant de la momification de Vladimir Ilitch, fera entrer dans le parti la « promotion Lénine » : 250 000 nouveaux membres!

Dans ce parti, les bolcheviks confirmés se trouvaient ainsi de plus en plus isolés et

débordés par des éléments sans base politique sérieuse, tout juste capables de ricaner stupidement quand Trotsky leur rappelait les positions élémentaires du bolchévisme, des gens sans formation révolutionnaire et soumis aux pressions immédiates de la situation. Ce parti, dont le contrôle échappait de plus en plus aux bolcheviks, pouvait alors décider le plus démocratiquement du monde de construire « le socialisme » dans la seule Russie.

Nous disons que cette décision impliquait une véritable contre-révolution. C'est si vrai que, pour l'imposer effectivement, le stalinisme ne pourra pas se contenter d'éliminer politiquement la vieille garde bolchevique, mais devra l'exterminer physiquement dans les prisons, les camps de concentration, par les procès spectaculaires et les exécutions discrètes. Ce ne sont pas seulement les dirigeants que tout le monde connaît, mais aussi des dizaines de milliers de militants anonymes qui ont été massacrés au cours des années suivantes.

C'est que cette décision renversait, au sens propre, toute la ligne bolchevique. Pour les bolcheviks, le but de la révolution russe n'était pas le « socialisme en Russie », mais la révolution mondiale. Si leur pouvoir politique était socialiste, ils ne se payaient pas de mots et appelaient capitalisme le développement de l'économie russe, développement qu'ils étaient prêts à assumer pourvu qu'il leur permette de garder le pouvoir politique au service du prolétariat international.

Renoncer à attendre (!) la révolution mondiale et passer au socialisme en Russie, décréter qu'on l'y construirait tout de suite, transformait ce qui était pour les bolcheviks le moyen en but et, fatalement, leur but en moyen. Car on faisait ainsi du développement de l'économie russe une fin en soi et alors, inéluctablement, l'influence que par l'Internationale, l'Etat russe exerçait sur le prolétariat international, tendait à mettre ses luttes au service de cette fin.

Il ne s'agit, il est vrai, que d'un renversement politique. Mais, dans la mesure où ce renversement entraînait, en pratique, il suffisait pour enlever tout caractère socialiste à l'URSS, puisque son « socialisme » n'avait jamais été que politique, précisément. Puisque son « contenu social » était celui d'une révolution bourgeoise menée jusqu'au bout et à fond, c'est-à-dire la destruction radicale de toutes les formes et de tous les rapports précapitalistes mais avec ceci que, grâce à l'Etat prolétarien dirigé par le Parti communiste, la société était dirigée, à travers le capitalisme vers le communisme.

été conduit, après des erreurs assez catastrophiques, à passer avec elle le compromis du kolkhoze. Cette forme pré-capitaliste qui combine la coopérative avec la petite exploitation familiale, est une forme stable et si peu propice au développement de la productivité, que la sous-production agricole constitue aujourd'hui encore un frein au développement de l'industrie; non seulement elle oblige l'Etat à importer du blé (au lieu d'ordinateurs...), mais elle fixe une impor-

tante partie de la population active à la campagne. Tout l'effort de l'accumulation capitaliste en Russie a pesé sur le prolétariat, qui a été soumis à un exploitation forcée, dans laquelle les pires formes d'extorsion de plus-value, comme le salaire aux pièces, ont été présentées comme des « conquêtes socialistes ». Nous n'aurions peut-être pas fait plus de socialisme en Russie que Staline, mais nous aurions fait moins de capitalisme!

Essor capitaliste de la Russie

Pendant cette période d'accumulation accélérée, il a pu sembler que l'intervention autoritaire de l'Etat empêchait le libre jeu des lois du marché, de la concurrence et du capital. C'était là un des aspects prétendument socialistes de la Russie. Mais, dans la mesure où cette intervention était réelle, elle n'exprimait nullement un dépassement du capitalisme. Bien au contraire, c'est parce que le capitalisme russe était encore trop faible et trop peu développé qu'il avait besoin de cette tutelle de l'Etat. Il n'aurait pas supporté le choc direct avec le marché mondial; il n'aurait pas supporté une résistance ouvrière; il n'aurait pas supporté le libre affrontement du marché; il n'aurait pas pu se développer aussi vite, si la pression de l'Etat n'avait pas imposé l'accroissement de la production coûte que coûte. Si localement, au niveau de telle entreprise, le « plan » exigeait tel accroissement de la production sans s'occuper de la rentabilité, c'est parce qu'il fallait d'abord porter la production et la rentabilité générales à un niveau suffisant; parce que le capitalisme russe était encore en-dessous du seuil où le jeu des lois économiques le fait marcher, parce qu'il fallait forcer l'accumulation générale pour atteindre ce seuil le plus vite possible.

Dès cette époque nous avons montré d'une part que, malgré les prétentions « socialistes » de cette intervention étatique, le développement de l'économie russe suivait globalement les lois du capitalisme. D'autre part, que ce développement même la conduirait au stade où il lui faudrait s'inquiéter de la rentabilité de chaque entreprise et de chaque fraction de capital; un stade où la fausse unité de « l'industrie d'Etat » devait éclater, la concurrence entre secteurs et entreprises apparaître ouvertement pour réaliser une meilleure rentabilité et lutter contre la baisse du taux de profit, pour éliminer les entreprises moins rentables et se diriger ainsi vers une véritable concentration et centralisation du capital.

La fameuse « libéralisation » krouchtchevienne, loin d'être un retour à Marx et Lénine, exprimait précisément les exigences de ce nouveau stade où, comme Krouchtchev l'a dit au XXII^e Congrès, « il faut que chaque rouble investi rapporte le plus pos-

sible ». Les maoïstes veulent reconnaître là une « restauration capitaliste »; mais on ne saurait restaurer ce qui n'a jamais été aboli! Il s'agit simplement du passage à un stade plus avancé du capitalisme russe, un stade où il ne peut plus faire illusion. De fait, les économistes et hommes d'Etat russes n'ont cessé de reconnaître de plus en plus ouvertement que les mécanismes qui régissent l'économie russe ne sont rien d'autre que ceux du capital. A un adjectif près: en Russie, le salaire est « socialiste », le marché est « socialiste », le profit est « socialiste », bref, le ... capital est « socialiste » par définition. Ça ne change évidemment rien à son fonctionnement, et s'il y a des différences entre le capitalisme de l'Est et celui de l'Ouest, elles tiennent surtout au fait que le premier est encore en train de former son marché intérieur, encore peu lié au marché mondial, encore ascendant, bref encore relativement jeune (voir par exemple notre récente étude sur la planification russe dans *Programme Communiste*, n° 71).

Le fait que l'Etat russe ait présidé et préside au développement du capitalisme russe, créant ainsi les bases matérielles du communisme (en socialisant la production) et la force sociale qui doit le réaliser (en transformant le moujik russe et le nomade tartare en prolétaire moderne), est évidemment un fait historique positif. Cela suffit-il pour en faire un Etat socialiste? Non. Cela montre seulement que dans son territoire il a accompli ce qui est précisément la tâche historique de la bourgeoisie et du capitalisme.

Cela ne suffit pas non plus pour en faire un Etat capitaliste. Nous étions prêts à prendre en charge cette tâche bourgeoise, et qui serait restée bourgeoise bien qu'accomplie de façon moins féroce et sanguinaire.

Ce qui montre la nature de classe de l'Etat russe, c'est le fait que pour accomplir sa tâche bourgeoise, il a détruit non seulement l'Etat issu d'Octobre mais surtout le mouvement communiste international, c'est qu'il travaille depuis un demi-siècle déjà à la conservation et à la stabilité du capitalisme mondial.

(à suivre)

Victoire de la contre-révolution

Par rapport au contenu économique et social strictement immédiat de la révolution russe, le stalinisme n'était évidemment pas contre-révolutionnaire! Au contraire, il était son expression politique, contre la politique prolétarienne internationaliste des bolcheviks. Ceux-ci avaient détruit tous les obstacles féodaux s'opposant à l'essor du capitalisme, mais ils voulaient le contenir, le contrôler, l'orienter, parce que leur but était plus large. L'élimination politique et physique des bolcheviks, c'est la destruction des obstacles prolétariens à l'explosion du capitalisme: ceux-ci écartés, il démarre en trombe. A preuve, c'est à ce moment-là, avant que le « génie planificateur » de l'Etat s'en soit mêlé, que l'économie russe connaît les taux d'accroissement de la production les plus élevés, des taux que ni la « contrainte » stalinienne, ni « l'émulation » post-stalinienne ne permettront plus jamais d'atteindre.

Le « socialisme dans la seule Russie », c'est la contre-révolution bourgeoise en Russie, parce qu'il signifie la destruction de toutes les options prolétariennes de l'Etat, que l'Etat n'est donc plus dirigé par le prolétariat, ne défend plus ses intérêts de classe, mais les intérêts du développement capitaliste en Russie.

Il est clair que cette contre-révolution n'a pas été un acte instantané; l'élimination du bolchévisme du pouvoir s'est effectuée à travers une lutte complexe de fractions, liée aux vicissitudes de la lutte internationale. En 1926, on n'avait pas le droit de dire que les jeux étaient faits: un retour de flamme du prolétariat européen pouvait encore modifier le rapport des forces en Russie. Cette contre-révolution n'en a pas moins été réelle, et sa délimitation politique s'est dessinée justement en 1926. Au cours des années suivantes elle deviendra un fait accompli et alors, ayant perdu le pouvoir en Russie, le prolétariat n'aura plus rien à y défendre.

Trotsky a soutenu à l'époque qu'il y avait seulement une « révolution politique » à faire en Russie. La formule n'est pas vraiment fautive, mais elle est ambiguë. Si on entend par là que, dans l'économie, la révolution socialiste est déjà faite, elle est aberrante. Elle est juste, par contre, si on com-

prend que même si nous avions pu reprendre le pouvoir politique contre le stalinisme, nous n'aurions pas fait plus de socialisme que lui, précisément parce que le passage au socialisme n'était pas à l'ordre du jour en Russie. Autrement dit, nous ne reprochons nullement au stalinisme de ne pas avoir fait le socialisme en Russie: les bolcheviks ont répété sur tous les tons que c'était impossible!

*

Le triomphe de la contre-révolution bourgeoise n'a cependant pas fait de l'Etat russe un Etat bourgeois « comme les autres ». Contre-révolutionnaire par rapport au prolétariat et au communisme mondial, il était l'expression et l'instrument de l'élan vers le développement capitaliste de l'immense empire des tsars, élan qui, localement, était encore révolutionnaire, au sens bourgeois. Cet aspect contradictoire de l'Etat russe a causé bien des erreurs. Certains, sensibles à son côté révolutionnaire (bourgeois), ont à tout prix voulu voir du socialisme; d'autres, impressionnés par sa pratique contre-révolutionnaire (par rapport au prolétariat), ont voulu l'identifier aux vieux Etats bourgeois.

Mais, s'il est faux de voir du socialisme en Russie, il l'est tout autant d'y voir simplement du « capitalisme d'Etat ». En fait, l'économie russe était encore très en deça du capitalisme d'Etat — qui est une notion économique et non juridique — bien que la fuite ou l'expropriation des bourgeois ait remis à l'Etat la propriété des grandes entreprises industrielles. Lénine le savait bien, lui qui expliquait que la réalisation d'un vrai capitalisme d'Etat aurait constitué un pas vers le socialisme, à condition que le prolétariat conserve le pouvoir politique. Car si le capitalisme d'Etat reste... du capitalisme, il n'est pas le même dans un Etat dominé par le prolétariat que dans un Etat bourgeois.

Après l'éviction du prolétariat du pouvoir, le capitalisme russe, partant d'un niveau très bas et morcelé, tendra vers des formes développées et concentrées, tout au moins dans l'industrie. Pour s'assurer la neutralité de la paysannerie, le stalinisme a en effet

En Italie, l'éloge de la misère

Il n'est pas facile pour un parti « communiste » de faire accepter par la classe exploitée la politique d'austérité rendue nécessaire par la crise que traversent à des degrés divers les différentes économies nationales. Il y a pourtant un moyen. C'est de faire croire que cette politique d'austérité — qui est pour les bourgeois une voie pour permettre au capitalisme de se reprendre et de poursuivre sa route — représente en fait, comme vient de le dire Berlinguer, dans un discours aux intellectuels, ces alliés naturels de l'opportunisme, un moteur qui fera avancer « la grande lutte pour la transformation générale de la société » (l'Unità du 16 janvier).

En effet, a précisé sans rire le secrétaire général du PCI, il y a deux attitudes possibles devant l'austérité. La première est l'attitude résignée des forces politiques qui dirigent l'Italie (PCI non compris?). Cette politique manque « de vigueur, de courage, d'ampleur »: elle ne peut donc pas recueillir « l'adhésion convaincue du peuple à certains sacrifices nécessaires ». L'autre attitude — qui n'a rien à voir avec la première — doit être animée d'un esprit de « conscience et de confiance ». Mais cet état d'esprit n'est pas encore le fait de tous les travailleurs, et il faut déplorer les « carences et les oscillations » du « mouvement ouvrier » dans cette question. L'austérité n'a pas été, n'est pas acceptée sans broncher. Nous n'avons pas fait preuve, a dit encore Berlinguer, d'assez d'esprit d'autocritique. Nous n'avons pas abandonné toute attitude d'« infériorité (sic) et d'extrémisme ». Nous

n'avons pas encore réussi à faire en sorte que les travailleurs se serrent bien fort la ceinture sans protester. Et ceci est tout à fait regrettable. Parce que « la classe ouvrière, les masses populaires doivent démontrer qu'elles ont la maturité nécessaire pour se présenter et prouver au pays tout entier qu'elles sont capables de diriger démocratiquement toute la société ».

Et quelle meilleure preuve de maturité que d'accepter l'austérité? D'autant plus que celle-ci, qui est un « facteur décisif de libération de l'homme et de ses énergies », comporte aussi un nouveau cadre de valeurs. Lesquelles? « La rigueur, l'efficacité, le sérieux, la justice [oui, la justice], la lutte contre le gaspillage [les ouvriers gaspillent!], la lutte contre la course à la consommation [?!] » et enfin — et surtout — l'« ordre »!

Essayer d'arriver à faire croire qu'en acceptant la société bourgeoise et ses horreurs on travaille pour la « transformation générale de la société » est le rêve de tout réformiste. Mais les rêves ne peuvent pas durer toujours. Même les curés ont fini par avoir du mal à faire croire qu'en acceptant une vie de misère on gagnait le paradis. S'il y a une idée juste dans tout ce fatras, c'est que la misère peut devenir un facteur révolutionnaire. A condition que le véritable parti communiste ne la présente pas comme un « choix obligé (!) et durable », qu'il n'ait évidemment aucune part dans la politique de la bourgeoisie, et qu'il s'en serve comme d'un levier pour la destruction de la société bourgeoise et de la misère qu'elle engendre.

Irremplaçable démocratie

(suite de la page 1)

Cette attitude est absolument inexplicable pour tous les fabricants de confusion qui ont élaboré la théorie de l'opposition irréductible entre démocratie et fascisme, sans voir que les deux méthodes sont au service d'une même classe et de son Etat. Elle est le point d'aboutissement, la conséquence pratique absolument inévitable de la vieille thèse bourgeoise selon laquelle l'Etat est le seul dépositaire légitime des intérêts généraux de la société. La prise en compte de cette thèse par les partis « ouvriers » signifiait en effet leur capitulation devant la société bourgeoise et son oppression, puisqu'elle implique précisément le désarmement du prolétariat et la possession exclusive des armes par la classe bourgeoise.

Le slogan « contre la violence, la démocratie » (qui signifie dans le rude langage prolétarien : « monopole de la violence par l'Etat prétendument situé au-dessus des classes ») a donc pour contrepartie normale et inévitable cet autre slogan « contre la violence, la sérénité »,

c'est-à-dire l'injonction faite au prolétariat de garder son sang-froid, de ne pas « répondre aux provocations », et ce au moment même où l'Etat affirme par la bouche du premier ministre Suarez qu'il « n'hésitera pas à répondre à toute provocation ». C'est ainsi que dans leur « appel à la responsabilité », les partis de l'opposition « réaffirment leur volonté de poursuivre la tâche de calmer les esprits et de créer un climat de coexistence nationale qui permette d'accélérer le processus d'établissement de la démocratie ».

Il n'est pas possible d'avouer plus clairement la fonction éminemment contre-révolutionnaire de la démocratie moderne.

D'une part, son objectif — mais en même temps sa condition d'existence — est d'assurer la continuité de l'Etat, ce qui se traduit jusque dans la continuité du personnel de l'Etat. C'est ainsi que lorsque l'opposition vante les chefs militaires qui ont pris position contre les « ultras » dans leurs rangs, elle garantit cette continuité tout en cachant aux prolétaires leur passé d'étrangers et le fait qu'ils seront nécessairement prêts à recommencer si le mensonge démocratique s'avérait insuffisant. C'est également aussi pourquoi les soi-disant « représentants ouvriers » osent faire un amalgame entre les ouvriers tombés et les policiers abattus, tous présentés comme les victimes de la violence anti-démocratique en général. Et en effet, sans une armée et une police puissantes et unies, pas de démocratie !

D'autre part, la condition sine qua non de la démocratie est l'existence de partis et d'organisations opportunistes puissantes. Et quand les chefs militaires se félicitent de la maturité de l'opposition démocratique et en particulier du PCE, ils ne font que constater le fait qu'effectivement ce parti a réussi à faire régner le calme et à éviter que l'indignation provoquée par les assassinats perpétrés par les fascistes ne se transforme en un signal de la lutte sociale. La démocratie réalise le miracle non seulement de faire passer les inévitables réactions de violence prolétarienne pour des complots manigancés par l'ennemi de classe, mais même, grâce à l'attitude du PCE, de transformer la haine du franquisme... en un appui au gouvernement qui incarne l'héritage fasciste, sous prétexte de promesses de changement démocratique !

Il va sans dire que la contrepartie normale de cet alignement contre-révolutionnaire — mais tout à fait prévisible — a été l'interdiction de manifestations publiques, puis la déclaration de l'état d'urgence partiel et les arrestations massives de dirigeants d'organisations extrémistes. Ceux d'extrême gauche ont été à peu près les seuls touchés tant il est vrai que le but visé n'était pas de briser réellement les bandes fascistes — toujours utiles à l'occasion — mais de persuader les nostalgiques du passé que le passage à la démocratie est non seulement nécessaire mais encore possible.

Tout le grand spectacle de l'emprisonnement de Carrillo le mois dernier suivi de sa libération au milieu des manifestations populaires visait à faire croire que la démocratisation est arrachée à l'Etat. Cela n'a plus de raison d'être : aujourd'hui c'est la **guardia civil** qui, à la moindre alerte, accourt pour assurer la protection des sièges des syndicats... « clandestins », c'est-à-dire des bureaucraties que le gouvernement et les partis « ouvriers » tentent d'imposer pour centraliser les organisations qui sont nées de la lutte immédiate et garantir que la liberté syndicale ne sera pas utilisée contre l'Etat. Dès lors que tout le monde, dans le milieu officiel, a testé la capacité des différentes forces politiques à maîtriser leurs troupes, plus rien ne peut arrêter la **réconciliation**. Il s'agit naturellement de la réconciliation entre les partis de l'« opposition », symbolisée par la rencontre entre Carrillo et Gil Robles — dont l'arrivée au gouvernement en 1934 suscita la révolte ouvrière armée des Asturies —, mais aussi entre gouvernement et opposition. Bref l'« unité de tous pour la « démocratie » est réclamée dans l'éditorial commun du 29 janvier par tous les journaux, jusqu'à ce porte-parole du franquisme qu'est **El Alcarzar**. De plus le fait que cette unité serait impossible sans l'opportunisme ouvrier s'exprime dans la désignation de Carrillo lui-même comme membre de la délégation de l'opposition pour la négociation avec le gouvernement.

La démocratie est la continuation du fascisme par d'autres moyens, parce que tous deux servent la classe ennemie. La lutte prolétarienne se doit, sous peine d'être étranglée, de continuer contre la démocratie la lutte qu'elle a commencée à mener contre le franquisme.

Souscription permanente

LISTE N° 12

Réunion publique Paris, 288,50 ; Lau, 710,50 ; Thierry, 18 ; Pour Aix, 150 ; Angers, 340 ; D.D. Bru., 36 ; Anita et Wanda, 50 ; pour le journal, 50 ; Paris, local, 874,08 ; Soutien à la presse du parti, 1 300 ; souscription exceptionnelle, 1 622,10 ;

Total liste n° 12 5 439,18
Total précédent 66 493,99

71 933,17

====

Soutenez l'effort de développement de la presse du parti dans les différentes langues !

Souscrivez !

Le prix du journal

Le prix du journal passe à 2 F à partir de ce numéro. Cette augmentation importante du prix devra aider à faire face à l'augmentation des coûts de fabrication, au « cadeau fiscal » qui consiste à nous gratifier d'un taux de TVA de 7 % alors que notre presse était jusqu'ici exonérée de cet impôt, enfin à la sortie plus fréquente que par le passé de numéros à 8 pages en attendant de pouvoir publier tous les numéros à ce nombre de pages.

Le tarif des abonnements au journal augmente en conséquence, ainsi que, dans une moindre mesure, celui de la revue Programme Communiste. Nous invitons les lecteurs à se reporter à la première page pour éviter des erreurs de somme.

Permanences du Parti

EN BELGIQUE
● A Bruxelles : le dimanche 13 mars de 10 à 12 heures, local de l'ASBL-Club, « Rencontres au 53 », 53, avenue de la Couronne, 1050 - Bruxelles.

EN FRANCE
● A Aix-en-Provence, une fois par mois, le mercredi de 14 à 16 heures, soit le 2 mars, stand à la Faculté de Lettres, Grand Hall.
● A Angers : vente tous les samedis de 11 h à 12 h, au Grand marché, place Leclerc.
● A Lille : les dimanches 13 et 27 février, de 10 à 12 heures, 27, rue Adolphe.
● A Lyon : le samedi 6 mars, et en général le premier samedi de chaque mois, de 17 h à 18 h, brasserie de l'Etoile, 1, cours Gambetta.
● A Mulhouse : le premier samedi de chaque mois, de 15 h à 17 h, Klapperstel 68, 4, rue Gutenberg.
● A Paris : 20, rue Jean Bouton (12^e). Le samedi, de 16 h à 19 h, et le dimanche, de 10 h à 12 h (escalier métallique au fond de la cour à gauche), métro Gare de Lyon.
● A Strasbourg : le samedi de 14 h à 16 h, 7, rue des Couples, porte vitrée à droite (près de la place du Corbeau).
● A Toulouse : vente tous les dimanches de 11 h à 12 h au marché Saint-Sernin.

EN SUISSE
● A Lausanne : tous les mercredis de 18 h à 20 h ainsi que le samedi 19 février, ainsi qu'en général tous les premier et troisième samedis de chaque mois, de 10 à 12 h, 32, rue Pré-du-Marché, 1^{er} étage à droite : « Atelier ».

ATTENTION !

CORRESPONDANCE
POUR LA SUISSE
BP 130 1211 GENEVE-13

directeur-gérant
F. GAMBINI

Imprimerie « E.P. »
232, rue de Charenton, 75012 Paris

distribué par les NMPP

N° d'inscription à la commission
paritaire de presse : 52926

Presse internationale

Sommaire du N° 2 (28 janvier 77) de :

il programma comunista

- E la classe operaia dovrebbe aspettarsi dagli « uomini di cultura » un « progetto di società migliore » ?
- La rivolta delle masse egiziane scava un solco fra gli sfruttati e il potere « progressista ».
- La copertura « di sinistra » al collaborazionismo sindacale.
- La contrattazione integrativa : sembrano fatte dai padroni le piattaforme dei grandi gruppi.
- Settantadue anni fa : « La domenica di sangue ».
- Le rivendicazioni « transitorie » nel quadro della tattica comunista (2).
- Dalla Francia : E nato un nuovo « polo » immediatista.
- Corso dell'imperialismo e crisi (2).
- Argentina : Viva, dopotutto, i militari (secondo il PCA) !

Leçons de la grève Renault

Une fois de plus, à Renault-Billancourt, les directions opportunistes, CGT en tête, ont réussi à briser un mouvement qui ouvrait la possibilité d'une riposte large et efficace, ceci au moment même où la direction accentue sa pression sur les ouvriers en bloquant les salaires, en forçant sur les cadences, en licenciant un peu partout des ouvriers, dans le cadre de restructurations (comme dans le secteur machine-outil) ou individuellement sous les prétextes divers de maladie, retard, etc.

Ce sont les ouvriers du 12-74 qui ont déclenché, le 20 janvier, une grève illimitée pour riposter à un nouvel accroissement de la charge de travail déjà insupportable. Spontanément, ils reprenaient des revendications susceptibles d'unifier les travailleurs de l'usine dans un mouvement d'ensemble : embauche immédiate des intérimaires, 300 F pour tous, coefficient 180 pour tous les OS. La Régie ripostait immédiatement en mettant au chômage technique 900 ouvriers de l'île Seguin, menaçant d'étendre le lock-out en cas de poursuite du conflit.

De son côté, la CGT, sous couvert de vagues appels à la solidarité — sous forme de débrayages limités « pour appuyer la négociation » —, s'employait à établir autour de ce qu'elle appelait « un conflit local comme il y en a de nombreux chaque semaine dans l'usine » un véritable cordon sanitaire. Ainsi, elle demandait aux ouvriers lock-outés, non de rejoindre la lutte, comme l'exigeait la situation, mais d'« être présents normalement à leur poste et d'exiger du travail », et elle appelait l'ensemble des travailleurs de l'usine à observer un arrêt de travail symbolique de 1 h 30 dont elle fixait d'emblée la date... à quinze jours du début du conflit ! Dans le même temps, elle s'efforçait de faire reprendre les grévistes, multipliait les votes, orientait toute la lutte sur la négociation à tout prix et en toutes circonstances (n'écrivait-elle pas deux jours avant le début de la grève que la négociation est « la seule solution pour éviter les explosions de colère qui ne pourraient que se développer dans les jours qui viennent » ?), développant le thème habituel de la grève « qui fait le jeu de la direction », exhortait les ouvriers à prendre « une position responsable » et à « modifier leur forme de lutte »... en reprenant le travail.

La section du PCF pour sa part se distinguait dans l'abjection servile en écrivant dès le premier jour de la grève : « Ce conflit aurait pu être réglé en une heure. Les travailleurs du 12-74 n'ont pas choisi la grève illimitée. C'est M. Vacher qui les y a poussés. Et nous sommes persuadés qu'ils sauront déjouer ce piège en modifiant leur forme d'action s'ils considèrent que l'issue victorieuse de la lutte en dépend ». Quant à la CFDT — d'ailleurs peu influente dans l'atelier — elle s'est retranchée comme d'habitude derrière son caractère minoritaire dans l'entreprise pour rejeter la responsabilité du sabotage et de la défaite sur la CGT.

Il ne faut pas s'étonner que dans ces conditions, les grévistes pourtant très combattifs au départ, se soient rendus au bout d'une semaine sans rien avoir obtenu. Une défaite de plus à mettre à l'actif de tous ces fidèles larbins du capital. Une raison de plus pour combattre leur influence démobilisatrice.

Riposte de classe à l'offensive capitaliste

Voici un extrait d'un tract appelant à la réunion publique à Paris sur le thème de la riposte de classe à l'offensive capitaliste. Après avoir rappelé le sens de l'offensive bourgeoise et les raisons de la trahison opportuniste, il poursuit :

PROLETAIRES ! CAMARADES !

Ceux qui prétendent qu'il faut remettre la lutte à demain sont des menteurs ! Ceux qui prétendent que la classe ouvrière est trop faible pour lutter le sont aussi !

La classe ouvrière n'est pas éternellement condamnée à être faible et impuissante ! Elle n'est pas éternellement condamnée à subir la politique de capitulation de ses directions ! Elle peut être forte si ELLE UNIT SES RANGS pour défendre ses conditions de vie, de travail et de lutte ; notamment si elle lutte pour défendre le salaire, pour réduire radicalement le temps de travail, contre les licenciements et pour la défense des chômeurs, sans égard pour les intérêts prétendument supérieurs de l'« économie nationale » !

Elle peut être forte si elle refuse et dépasse l'opposition perpétrée entre catégories, entreprises, nationalités et pays, en luttant notamment contre les discriminations qui frappent les ouvriers immigrés, les hors-statut, en se désolidarisant des mots d'ordre chauvins : elle PEUT ETRE FORTE PARCE QUE'ELLE A PARTOUT LES MEMES INTERETS.

Elle peut être forte si elle n'hésite pas à revendiquer les méthodes de la lutte ouverte et directe contre son adversaire, en premier lieu la grève sans préavis ni limitation préalable de durée et l'organisation d'une auto-défense ouvrière. Elle peut être forte si elle n'a, dans la lutte, d'autre principe que LES PROGRES DE SON UNION ET DE SA FORCE contre la bourgeoisie et son Etat.

La classe ouvrière redeviendra forte si, dans les luttes immédiates, se regroupent par-dessus toutes les barrières dressées, indépendamment de leur appartenance syndicale ou politique, les prolétaires qui comprennent la nécessité d'empoigner les armes de classe ; tous ceux qui sentent le besoin de contrer partout, dans les syndicats comme dans toutes les organisations que se donne la lutte ouvrière, les ravages du réformisme ; tous ceux qui comprennent l'exigence d'opposer au front uni bourgeoisie-opportunisme, un véritable FRONT DE CLASSE PROLETARIEN.

La classe ouvrière redeviendra forte enfin si se reconstitue en son sein, le réseau du PARTI COMMUNISTE, MONDIAL ET CENTRALISE sur la base du programme de Marx et de Lénine, le parti de l'insurrection et de la dictature prolétariennes, celui qui relie les luttes immédiates à leur indispensable issue révolutionnaire, une issue qui est certes encore lointaine mais qui se prépare dès aujourd'hui.